



membre du Parti de la gauche européenne - Section du Bassin minier – 28.11.2018

Un plan d'urgence pour l'hôpital public !

La situation dramatique des hôpitaux entraîne une multitude de mobilisations de personnels, d'élu.e.s, d'usager.e.s. La recherche de rentabilité est à l'origine d'une grande souffrance tant des personnels, jusqu'au suicide, que des malades, allant à des surmortalités. Avec cynisme, le gouvernement s'apprête à planifier une baisse supplémentaire de 1,2 milliard d'euros sur cinq ans sur la masse salariale, autrement dit à accentuer les pressions sur les hospitalier-e-s, en guise d'«accompagnement de la transformation du système de santé » ! C'est là le vrai visage de ce gouvernement qui entend ainsi « réformer l'hôpital en profondeur ».

Eviter une catastrophe sanitaire nécessite des mesures immédiates. Celles que le PCF propose, s'inscrivent d'emblée dans une vision à long terme, dans un projet de société où l'humain passe avant la domination de la finance, où la démocratie permet l'expression des besoins et la recherche de leur satisfaction la meilleure possible. Le financement solidaire par une sécurité sociale du XXIe siècle, assurant le remboursement à 100% des soins prescrits et de la perte d'autonomie est au centre de nos propositions. Mettre l'humain au coeur de l'hôpital, c'est créer des emplois médicaux et paramédicaux, tirer vers le haut l'ensemble des professions hospitalières pour faire face à l'évolution explosive des connaissances. Tout de suite, c'est 100 000 emplois nouveaux pour l'hôpital, autant pour les EHPAD.

Dans l'immédiat, il faut un moratoire sur toutes les fermetures et restructurations. L'hôpital de l'avenir doit faire face au progrès technique, à la révolution informationnelle mais aussi au vieillissement de la population et à la transition épidémiologique pour prendre toute sa place dans une nouvelle organisation des soins autour d'un service public de santé hospitalier et de soins primaires, répondant aux besoins des populations, dans la proximité. Seule une loi de santé publique élaborée démocratiquement, conjuguant prévention, soins primaires, coopérations peut redonner toute sa place à l'hôpital public. Mettre fin à la domination de la finance à l'hôpital, c'est en finir avec l'enveloppe fermée de l'ONDAM voté tous les ans dans la loi de finances de la sécurité sociale pour lui assurer des recettes correspondant aux besoins : ce sont les critères d'efficacité sociale du service public hospitalier qui doivent dominer, en lieu et place de la dictature du chiffre et de toujours moins d'humain. (Globule rouge)

Après la fermeture de la maternité, de la chirurgie...les urgences ?

L'Agence Régionale de Santé, dans son communiqué du 9 janvier, affirme le maintien des urgences dans le cadre d'une nouvelle organisation des soins. Mais l'ARS ne précise pas les modalités de prise en charge des patients: 24h/24h ? Tous les jours? Sans la chirurgie, les urgences ne pourront pas assurer le traitement des patients, ils seront transférés vers d'autres hôpitaux éloignés, avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer! L'ARS ne parle pas non plus du service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)!

Toutes et tous ensemble pour notre Centre Hospitalier

Seule une action massive et déterminée peut inverser la tendance, sauvegarder une offre globale de soins de qualité et de proximité et favoriser l'emploi dans le Bassin minier. Nous appelons à participer à la conférence-débat organisée par le Collectif de défense des usagers de l'hôpital (Codef)

samedi 1er décembre à 15h – salle Raymond Devos à Sait Vallier